

RENFORCER LES CAPACITÉS ET LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS ET DES AUTORITÉS FRONTALIÈRES DANS LA RÉGION DE L'UNION DU FLEUVE MANO

Le Conseil Danois pour les Réfugiés (DRC) et le Groupe Danois de Démontage (DDG) mettent en œuvre un projet transfrontalier dans la région de l'Union du Fleuve Mano (UFM). Financé par l'Union Européenne, le programme cible 16 pôles frontaliers sur quatre axes: deux entre la Guinée et le Liberia, un entre la Guinée et la Côte d'Ivoire et un autre entre la Guinée et le Mali. DRC/DDG travaille en collaboration avec les équipes des Unités Conjointes de Sécurité et de Restauration de la Confiance au niveau des frontières (Unités Conjointes) de l'UFM.

CONTEXTE: La région de l'UFM fait face à des défis critiques en termes de sécurité, notamment liés aux tensions ethniques, à la pauvreté, à l'accès à la terre et aux ressources naturelles. Alors que les frontières offrent des opportunités considérables en matière d'échanges transfrontaliers, elles contribuent également à l'augmentation des risques. Les autorités frontalières nécessitent de la formation, des équipements et des infrastructures, mais manquent de ressources et de coordination. Les extorsions, la corruption et l'abus de pouvoir sont problématiques dans la région et ont un impact sur le développement et les moyens de subsistance. De plus, l'épidémie d'Ebola a exacerbé les tensions sociales existantes.

OBJECTIFS: Ce projet vise à renforcer la sécurité et la résilience socio-économique des communautés et autorités frontalières en Guinée, au Libéria, au Mali et en Côte d'Ivoire dans les zones affectées par Ebola. Les objectifs spécifiques sont :

- > Effectuer un diagnostic socio-économique et sécuritaire complet dans la région;
- > Réduire la violence armée et renforcer les capacités des autorités frontalières, des agents de l'UFM et des communautés en matière de protection, de cohésion sociale et de résilience;
- > Favoriser les activités de développement et relèvement économiques dans les zones ciblées à travers une approche transfrontalière.

RENFORCEMENT ET DE CAPACITÉS: Le projet prévoit de renforcer les capacités des communautés et de leurs mécanismes

locaux de protection, des autorités frontalières et des Unités Conjointes (UC) de l'UFM. Des formations sur les droits humains, incluant les droits de la femme, les violences basées sur le genre et les droits de l'enfant, et la prévention d'Ebola ont été offertes. Plus de 1000 bénéficiaires ont été formés en gestion des conflits, en redevabilité et sur la libre circulation des personnes et des biens. En juillet 2016 les sessions sur les risques liés aux Armes légères et de Petit Calibre (ALPC) ont commencé, permettant de sensibiliser plus de 2200 personnes sur les dangers représentés par ces objets. DRC/DDG a signé un protocole d'entente avec l'UFM dans le cadre duquel trois nouvelles Unités Conjointes (UC) ont été créées.

RESTAURATION DE LA CONFIANCE ET DE LA COHÉSION SOCIALE ENTRE LES COMMUNAUTÉS ET LES AUTORITÉS FRONTALIÈRES: DRC/DDG organise des séances de dialogue entre les communautés et les services de sécurité au niveau frontalier et transfrontalier afin de mettre en place des mécanismes durables permettant d'améliorer la collaboration et de renforcer la sécurité. Depuis le début du projet 28 ateliers de dialogue communautés-services de sécurité (DCCP), 66 forums de dialogue et 15 DCCP transfrontaliers ont eu lieu, rejoignant plus de 6200 personnes au total.

RENFORCEMENT ET SOUTIEN AUX OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES: DRC/DDG travaille avec 169 groupements économiques dans les filières maraîchère, du riz, du maïs, porcicole, du palmier à huile et de la saponification afin de renforcer les capacités d'échanges économiques entre commerçants et de mettre en œuvre des projets économiques transfrontaliers. Plusieurs formations ont été données, notamment sur l'utilisation responsable de pesticides et les techniques de semence. Des outils agricoles de petite échelle ont également été distribués aux groupements économiques sélectionnés.

COOPÉRATION AVEC LES AUTORITÉS FRONTALIÈRES POUR LA CONSTRUCTION DE 8 POSTES INTÉGRÉS DE SERVICES DE SÉCURITÉ: Pour améliorer la gestion de la sécurité aux frontières DRC/DDG, en collaboration avec les autorités frontalières, fournira aux services de sécurité des infrastructures qui répondent aux standards et normes internationales.

